

Entretien

Ivan Pictet, la passion de l'international

Ayant quitté la Fondation pour Genève, l'ancien banquier revient sur son parcours et évoque ses projets.

Sophie Davaris

À 76 ans, Ivan Pictet cultive toujours des projets. Alors qu'il vient de remettre, après vingt-deux ans d'activité, la présidence de la Fondation pour Genève à son neveu Marc Pictet, il continue de promouvoir la Genève internationale. Issu d'une des plus vieilles familles du canton, il n'a jamais «eu le sentiment d'appartenir à une caste». Peut-être parce qu'il a grandi avec sa mère à Londres puis à Genève, loin de son père. Sa formation et sa carrière lui ont donné la capacité de regarder au-delà des Alpes, tout en ayant le goût de la vie publique locale chevillée au corps. Arc-bouté longtemps sur la défense du secret bancaire, il a manifesté une grande générosité par ses dons, mais aussi en hébergeant pendant trois ans une famille de réfugiés kurdes de Syrie - ce qu'il ne dit pas. Entretien.

Face à l'épidémie, comment voyez-vous les mois à venir?

Je n'en sais rien, mais je pense que cela nous collera à la peau deux ou trois ans. Le temps de détruire un vaccin efficace et de reconstruire ce qui a été sinistré. Le seul aspect positif sera peut-être un changement de paradigme dans la société. Mon souci est que les aides publiques restent un emplâtre sur une jambe de bois. Avant le Covid, j'estimais que la Confédération aurait pu emprunter jusqu'à 100 milliards, avec un taux d'intérêt zéro, pour investir dans une transition écologique bienvenue. Difficile à envisager actuellement.

Banquier, d'où vient votre



À 76 ans, Ivan Pictet vient de remettre la présidence de la Fondation pour Genève à son neveu Marc Pictet. PIERRE ALBOUY

intérêt pour les affaires publiques?

J'ai toujours été attaché à la vie de la cité. Mon métier m'ayant empêché d'être actif dans la vie publique, je me suis rattrapé sur le tard. Avec la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie, l'opération «Genève gagne» en 1993 (ndlr: visant à ouvrir les portes des entreprises à la population), la présidence de Genève Place financière, puis celle de la Fondation pour Genève, j'ai comblé ce besoin de participer à la vie publique sans connotation partisane.

Pourquoi tenez-vous tant à la Genève internationale?

C'est la moitié du revenu cantonal, ce n'est pas négligeable! Mon éducation, ma formation et ma profession m'ont toujours porté vers l'international. Pendant

vingt-cinq ans, j'ai parcouru quelque 200'000 km par an. L'étranger est devenu ma principale source de relations sociales. De retour à Genève, j'ai rencontré des personnalités étrangères d'un niveau exceptionnel, richesse qui devrait être mieux exploitée.

C'est ce qu'a voulu faire la Fondation pour Genève?

Nous avons d'abord occupé un vide. L'installation de l'OMC à Genève, en 1995, fut le premier projet auquel nous avons participé au côté des autorités politiques. En ce temps-là, la Genève internationale était sous la seule responsabilité de Berne, le Canton s'en pré-occupait peu. Nous avons créé des passerelles, les liens entre Genève et les organisations internationales se sont multipliés.

La Genève locale se méfie parfois de ces internationaux peu intégrés. Comment y remédier?

On ne peut pas totalement y remédier. Mais Genève fait mieux que la plupart des villes internationales. Avec près de la moitié de sa population étrangère, il y a peu de xénophobie. En réalité, Genève montre une ouverture

vers le monde exemplaire. C'est réjouissant.

Vous donnez de votre fortune pour la Genève internationale. Vous voulez créer un Portail des Nations. Pourquoi?

L'objectif du Portail des Nations est d'être un lieu d'exposition sur les objectifs de l'ONU et de ses agences, afin de montrer au public les principaux défis qui attendent la planète, avec des méthodes de présentation d'avant-garde. Le Portail ouvrira début 2023 et améliorera l'accueil des visiteurs du Palais des Nations, qui devraient être plus de 200'000 par an. Il sera construit sur une parcelle de 3000 m², le long des drapeaux. Nous donnerons plus de détails en janvier, lorsque les autorisations nous auront été accordées.

Vous avez aussi aidé l'IHEID à créer un centre d'études en «finance et développement» en finançant trois chaires dans ce domaine. Pourquoi?

Genève est une place financière importante et qui héberge les principales organisations interna-

tionales qui s'occupent de développement. La création de ces chaires vise à donner aux étudiants une meilleure compréhension du rôle que la finance peut jouer dans le développement.

Pictet comptait 300 employés en 1970, près de 5000 aujourd'hui. Comment expliquez-vous ce succès?

Pictet s'est en effet bien développé. Jusqu'en 2000, le *private banking* était le principal moteur. Depuis, la gestion institutionnelle a nettement pris le relais. Les deux se complètent parfaitement.

Vous avez passé trois ans au Japon. Qu'y avez-vous appris?

À me débrouiller un peu en japonais! Dans les années 80, je m'y rendais sept à huit fois par an. Le Japon était la deuxième puissance financière mondiale, avec un taux d'épargne record. La population avait peu de notions d'investissement. Le côté pionnier m'intéressait. Mais le Japon ne vous prend pas tout de suite. La vie y est dure. Les gens impénétrables. Ce fut un défi. Il a fallu quinze ans pour que l'effort paie.

Il y a un paradoxe: d'une part l'ouverture, de l'autre le repli, dans la défense du secret bancaire. Regrettez-vous que l'époque ait changé ou le comprenez-vous?

Je suis obligé de le comprendre, bien sûr. J'ai été élevé dans un certain mode de pensée, voyant la Suisse comme le champion de la sauvegarde de la sphère privée. Avec le secret bancaire, nous vivions sur des valeurs un peu dépassées mais dont la Suisse était très fière. Les conseillers fédéraux chargés des Finances ont d'ailleurs toujours défendu le secret bancaire, jusqu'à son abolition. Comme responsable de la place financière, mon rôle n'était pas de prêcher pour le changement avant qu'il n'advienne.

Parents divorcés, enfance anglaise, goût pour l'étranger: êtes-vous un «vieux Genevois» comme un autre?

Mes parents se sont séparés très vite après ma naissance. J'ai vécu dans un appartement avec sur la porte un autre nom que le mien. Je n'ai donc pas été élevé avec un sentiment d'appartenance à une certaine classe sociale. Au Lycée français de Londres, Pictet, les gens s'en fichaient. De retour au Collège de Genève, je n'avais pas du tout le sentiment d'appartenir à une catégorie privilégiée, ni à Saint-Gall lors de mes études. Finalement, tout cela ne m'a pas trop desservi. J'ai gardé une certaine rage en moi et le besoin de retrouver une légitimité. La banque m'a donné cette possibilité. Cette rage me donne encore l'envie de faire des choses. Ce n'est pas par grandeur d'âme, mais par une sorte de besoin d'être à la hauteur.

Quels sont ces projets?

Hormis quelques mandats, je rejoins la Fondation Kofi Annan, qui poursuit un double objectif: s'attaquer aux *fake news* sur les réseaux sociaux et vérifier l'honnêteté des votations dans tous les pays, principalement les régimes autoritaires, en offrant une forme de certification. Tous mes projets visent à impliquer davantage les jeunes pour qu'ils prennent plus de responsabilités dans nos sociétés. J'ai même émis l'idée de retirer le droit de vote aux plus de 75 ans, dont je fais partie, pour que le vieillissement de la population ne favorise pas ma catégorie d'âge par rapport à la leur.

PUBLICITÉ

«Entreprises responsables»

Les organisations économiques genevoises rejettent une initiative excessive

Les entreprises genevoises sont responsables: elles connaissent une longue tradition d'échange avec l'étranger. Elles assument leurs responsabilités en termes de droits humains et de protection de l'environnement.

L'initiative rate sa cible: les mesures proposées sont disproportionnées et fragilisent les PME qui affrontent déjà une crise majeure.

Le contre-projet du Parlement est efficace: il atteint le même but que l'initiative, sans nuire aux entreprises. Il entre en vigueur si l'initiative est refusée.

«Entreprises responsables»
NON!
à l'initiative qui rate sa cible!

Comité «Non à l'initiative», CP 5278, 1211 Genève 11



Les travailleurs pauvres pourront soigner leurs caries

Santé
Dès lundi, les gens à bas revenu auront accès aux soins dentaires. La Croix-Rouge genevoise ouvre une permanence aux Acacias.

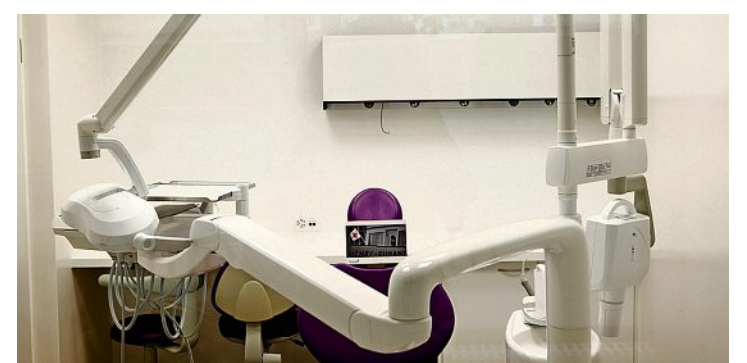
Nous vous avons annoncé ce projet en primeur dans la «Tribune de Genève» du 1^{er} juillet: la Croix-Rouge genevoise (CRG) ouvre, ce lundi, une permanence dentaire en faveur des travailleurs pauvres. Une première suisse, si l'on exclut les structures du Point d'eau de Genève et de Lausanne, qui soignent uniquement les sans-abri.

Afin d'assurer une efficacité et une visibilité maximales, la permanence prendra ses quartiers dans les locaux de la CRG, au rez-de-chaussée du 9, route des Acacias. Bien rentabilisé, l'espace que nous avons pu découvrir cet été - se compose de deux postes de soins, d'un appareil de radiographie panoramique, d'un es-

pace de stérilisation, d'un bureau, ainsi que d'une salle d'attente et d'une réception. «Grâce à un généreux donateur, nous disposons d'un matériel de dernière génération dans un cabinet moderne et entièrement équipé», apprécie Laura Magdalena, responsable du projet et directrice du développement stratégique à la Croix-Rouge genevoise.

Ils renoncent aux soins

«Avec l'engagement ponctuel d'un grand nombre de praticiens, la CRG pourra proposer des soins de base à prix abordables, permettant ainsi aux travailleurs pauvres d'améliorer leur santé buccodentaire et de prévenir une détérioration de leur état de santé général», résume Laura Magdalena. Cette nouvelle prestation visera spécifiquement les personnes à bas revenu qui résident dans le canton, travaillent, ne sont pas au bénéfice de l'aide sociale et se voient contraintes de renoncer aux soins



Cette permanence est une première suisse. LAURENT GUIRAUD

dentaires faute de moyens financiers suffisants.

Selon des estimations, 15% de la population genevoise - soit 7000 à 8000 personnes - pourrait être concernée.

Appel à des bénévoles

Ce nouveau service sera dirigé par Laura Béguin. La responsabilité médicale et le lien avec les dentistes bénévoles incombent, eux, à Christian Wehrli: la CRG fait en effet appel à

des praticiens actifs ou retraités pouvant intervenir gracieusement quelques heures par semaine ou par mois.

Le projet bénéficie, enfin, du soutien - bénévole lui aussi - du Dr Jean-Pierre Carrel. Directeur médical et responsable de l'unité d'action sociale à la Clinique universitaire de médecine dentaire (CUMD), ce spécialiste s'est beaucoup engagé pour que cette belle initiative puisse voir le jour. **Laurence Bézaguet**